

BUSINESS AFRICA

EMPLOYERS' CONFEDERATION



AFRIQUE DES AFFAIRES

CONFÉDÉRATION DES EMPLOYEURS



2023

RAPPORT ANNUEL



2023

RAPPORT ANNUEL

Le Secrétaire Générale

+254 20 2721929/48/49/52,

+254 709 827101/02

Fax: +254 20 2720295, 2721990, 2712299

Courriel: info@businessafrica-employers.org

Site Web: www.businessafrica-employers.org

Wajiri House, Au large de Argwings Kodhek Route, Milimani, Nairobi, Kenya

Table Des Matières

Déclaration Du Président	4
Déclaration Du Secrétaire Général	5
À Propos De La Confédération Des Employeurs De Businessafrica	6
Déclaration De Vision	6
Déclaration De Mission	6
Valeurs Fondamentales	6
BUSINESSAfrica Mandat	7
Objectifs De BUSINESSAfrica	8
La Direction De BUSINESSAfrica	9
Conseil Exécutif	9
Le Secrétariat	10
État De L'économie Continentale	11
Aperçu Du Paysage Économique De 2023	11
Tendances Regionales Du Marche Du Travail De 2023	12
Tendances Du Marche Du Travail Regional	17
Tendances Politiques	18
Aspirations Pour L'Afrique Que Nous Voulons	19
Activités De BUSINESSAfrica 2023	20
Engagement Avec Les Partenaires	20
Événements Et Reunions De L'organisation Internationale Du Travail (OIT)	29
Représentation De BUSINESSAfrica Dans Les Discussions Politiques	33
BUSINESSAfrica Et L'adhésion	38
Devenir membre	38
Engagement Avec Le Secrétariat	38
Avantages D'être Membre	38
États Financiers 2023	39
Liste Des Membres	40



Chers membres, parties prenantes et partenaires,

C'est avec une grande fierté que je vous présente le rapport annuel de la Confédération des employeurs de BUSINESSAfrique (BUSINESSAfrique) pour 2023. Il ressort clairement de nos réflexions sur les succès, les revers et les tournants de l'année écoulée que nous avons progressé dans la réalisation de notre objectif de promotion de la croissance durable, de la prospérité et du développement sur l'ensemble du continent africain.

BUSINESSAfrica est restée fidèle à son engagement de défendre les intérêts des employeurs africains, de favoriser un environnement commercial favorable et de promouvoir une croissance économique inclusive en dépit de l'évolution des tendances mondiales et d'un paysage économique dynamique. Nous avons fait face à diverses incertitudes en travaillant ensemble, en faisant preuve de créativité et de résilience, et nous en sommes sortis plus forts.

En 2023, BUSINESSAfrica a continué à jouer un rôle central dans l'élaboration des politiques, en influençant les processus de prise de décision et en défendant des initiatives qui font progresser les intérêts des entreprises à travers l'Afrique. Qu'il s'agisse de plaider pour des réformes réglementaires, de faciliter le dialogue entre les parties prenantes ou de

nommer notre secrétaire général au sein du Comité mondial pour la justice sociale, nos efforts ont été axés sur l'exploitation du plein potentiel des entreprises africaines et sur la promotion du développement durable. En outre, nous sommes restés déterminés à promouvoir des pratiques commerciales responsables, la durabilité et la responsabilité sociale des entreprises. Grâce à nos efforts de sensibilisation et d'engagement, nous avons encouragé les entreprises à adopter des normes éthiques, à se soucier de l'environnement et à contribuer au bien-être des communautés locales. En alignant la croissance économique sur les considérations sociales et environnementales, nous construisons un écosystème commercial plus résilient et plus durable.

Alors que nous nous tournons vers l'avenir, BUSINESSAfrica reste fidèle à sa mission. En exploitant le pouvoir de la collaboration, de l'innovation et de l'action collective, nous pouvons surmonter les défis qui nous attendent et libérer tout le potentiel du continent africain.

Je tiens à exprimer ma gratitude à nos membres, partenaires et parties prenantes pour leur soutien et leur engagement sans faille à l'égard de notre vision commune. Ensemble, nous avons franchi des étapes importantes et réalisé des progrès significatifs dans la construction d'un avenir meilleur pour l'Afrique.

En conclusion, je suis convaincu qu'avec une collaboration et une détermination continues, nous surmonterons tous les défis et saisissons les opportunités qui s'offrent à nous.

Continuons à travailler ensemble vers un avenir où les entreprises prospèrent, où les communautés prospèrent et où le potentiel de l'Afrique est pleinement réalisé.

Je vous remercie de votre attention.

A handwritten signature in blue ink that reads "Saida Neghza".

Mme Saida Neghza
Président, BUSINESSAfrica Employers'
Confederation



Cher membre,

The year 2023 presented a complex tapestry of challenges. Geopolitical tensions affected global markets, the shadow of the pandemic continued to loom and economic uncertainties tested our ability to adapt. Yet African businesses proved their worth. We have seen a surge in intra-African trade, a testament to our collective faith in regional collaboration. Digitisation has become more than a buzzword, transforming operations and fostering connections across borders.

BUSINESSAfrica remains unwavering in its commitment to environmental, social and governance (ESG) principles. We recognise that sustainable practices are not only ethical imperatives, but also catalysts for long-term economic prosperity. From promoting responsible resource management to advocating inclusive workplaces, we strive to ensure that African businesses contribute positively to the well-being of our communities and the global marketplace.

Pour que nos entreprises s'épanouissent, un terrain fertile doit être cultivé. Tout au long de l'année, nous avons activement plaidé en faveur de réformes politiques qui éliminent les

obstacles inutiles et libèrent le potentiel de croissance. De la libéralisation des échanges à la rationalisation des réglementations, en passant par l'attraction d'investissements dans les infrastructures et le capital humain, notre voix a résonné haut et fort.

Aucune entité ne peut à elle seule réaliser de véritables progrès. Nous valorisons et renforçons activement les partenariats avec les gouvernements, les communautés économiques régionales (CER) et les autres parties prenantes. Ensemble, nous plaçons en faveur de politiques qui soutiennent un environnement propice aux affaires et nous collaborons à des initiatives qui propulsent notre voyage collectif vers une Afrique plus prospère et plus durable.

Si nous célébrons les progrès accomplis en 2023, nous reconnaissons qu'il reste encore beaucoup à faire. L'instabilité géopolitique continue d'assombrir les perspectives commerciales du continent, le changement climatique exige une action urgente et le déficit de compétences requiert des solutions innovantes. Mais malgré ces préoccupations, nous envisageons l'avenir avec optimisme. La zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) recèle un immense potentiel d'intégration économique et de croissance. La numérisation promet d'accélérer le développement dans tous les secteurs. Enfin, la population jeune et dynamique de l'Afrique représente un marché de consommation dynamique qui regorge de possibilités et de promesses.

L'esprit inébranlable des entreprises africaines m'inspire profondément. Nous avons traversé des tempêtes, adopté l'innovation et défendu un avenir durable. Ensemble, continuons à tirer parti de cette dynamique, à collaborer et à plaider en faveur d'un environnement propice à l'épanouissement des entreprises africaines. L'avenir de l'Afrique est prometteur et la Confédération des employeurs de BUSINESSAfrica reste déterminée à jouer le rôle de catalyseur de ses progrès.

A handwritten signature in blue ink, reading 'Jacqueline Mugo'.

Mme Jacqueline Mugo, EBS
Secrétaire Général,
BUSINESSAfrica Employers Confederation

Défendre la croissance et la compétitivité des entreprises africaines en les représentant dans l'élaboration des politiques continentales et internationales, en défendant les intérêts des employeurs du continent et en menant des campagnes sur les questions qui influencent le plus les performances des entreprises Africaine.

It was founded in 1986 as Pan African Employers' Confederation (PeC) and rebranded BUSINESSAfrica in 2012. BUSINESSAfrica is the recognized continental voice of businesses in Africa. It mainly works within the context of international and regional organizations including: the International Organization of Employers (IOE), the International Labour Organization (ILO), the African Union (AU) and the Regional Economic Communities (RECs) among others. The membership of BUSINESSAfrica is drawn from Employers' Organizations spread across all the regions of the continent.



Déclaration De Vision

Être la voix des Entreprises fricaines.



Déclaration De Mission

Défendre la croissance et la compétitivité des entreprises africaines en les représentant dans l'élaboration des politiques continentales et internationales, en défendant les intérêts des employeurs du continent et en menant des campagnes sur les questions qui influencent le plus les performances des entreprises Africaine.



Valeurs Fondamentales

- ✓ Respect de la diversité et de la liberté
- ✓ Équilibre entre solidarité et responsabilité
- ✓ Engagement en faveur de la collaboration



1

Défense de la politique

BUSINESSAfrica cherche à influencer les politiques en renforçant la voix des entreprises africaines dans les organes continentaux et internationaux tels que la Commission de l'Union africaine (CUA), le Conseil économique et social des Nations unies (ECOSOC), l'OIT, la Banque africaine de développement, l'Union européenne, les Communautés économiques régionales d'Afrique et d'autres organes continentaux



2

Représentation des entreprises

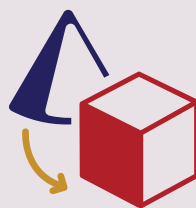
BUSINESSAfrica fait également entendre la voix des entreprises au sein du système des Nations unies, du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et d'autres instances. Outre ses relations avec les groupes d'entreprises européens et américains.



3

Engagement des partenaires

BUSINESSAfrica vise à établir des partenariats avec les organisations d'entreprises des économies émergentes telles que la Chine, l'Inde, le Brésil et la Russie. Il est important que les entreprises africaines soient présentées de manière beaucoup plus coordonnée lors des événements économiques qui réunissent l'Afrique et les marchés émergents.



4

Intégration régionale

BUSINESSAfrica cherche également à renforcer l'intégration régionale pour stimuler les opportunités économiques, l'emploi, la création de richesses et le commerce intra-africain. Le développement de projets ferroviaires, routiers et énergétiques par le biais de partenariats public-privé (PPP) pour faciliter le commerce et les relations d'affaires est un objectif clé.

Objectifs de **BUSINESSAfrica**

- ✓ Œuvrer à la promotion de la paix sociale dans toutes les entreprises en Afrique par le développement de relations professionnelles saines et de pratiques de gestion du personnel.
- ✓ Assurer la consultation entre les organisations d'employeurs, déterminer leurs points de vue sur les questions d'intérêt commun et représenter ces points de vue auprès de tout organisme intergouvernemental.
- ✓ Coopérer avec toutes les organisations internationales d'employeurs dont les objectifs sont compatibles avec ceux de BUSINESSAfrica et maintenir le contact avec les organisations internationales et régionales telles que l'Organisation internationale du travail, l'Union africaine et la Commission du travail et des affaires sociales de l'UA, la Conférence des ministres arabes du travail et l'Organisation internationale des employeurs, qui s'occupent du développement économique et du progrès social, et aider à la formation d'organisations nationales d'employeurs en Afrique.
- ✓ Rassembler et mettre à la disposition des membres, le cas échéant, la législation existante et proposée en rapport avec les activités de BUSINESSAfrica.
- ✓ Recueillir et collationner auprès des membres ou d'autres sources les données économiques et sociales utiles aux membres.
- ✓ Respecter les principes qui sous-tendent l'ordre économique et social de chaque pays africain.
- ✓ Promouvoir la formation professionnelle en encourageant les colloques et séminaires nationaux, sous-régionaux et continentaux dans les domaines intéressant les employeurs africains.
- ✓ Associer les organisations d'employeurs africains dans un effort commun pour accroître la compréhension et l'importance du rôle qu'elles jouent dans l'amélioration continue de la société et de l'Etat.
- ✓ Prendre toutes les autres mesures légales qui sont accessoires et propices à la réalisation des objectifs susmentionnés ou de l'un d'entre eux, étant entendu que BUSINESSAfrica ne peut rien faire dans le cadre de ses objectifs.
- ✓ Promouvoir, préconiser, protéger et défendre les intérêts des employeurs africains à tous les niveaux.
- ✓ Œuvrer à la création et au développement d'organisations d'employeurs nationales et sous-régionales fortes et indépendantes.
- ✓ Promouvoir le principe du tripartisme dans la résolution des problèmes sociaux et économiques en collaboration avec les gouvernements et les travailleurs.
- ✓ Mettre en place des mécanismes appropriés en vue de renforcer les partenariats avec les milieux d'affaires et le secteur privé en Afrique.



Mme. Saida Neghza
Présidente
Algérie



M. Andrew Le Roux
1er Vice-Président
Eswatini



M. Hamidou Diop
2ème Vice-Président
Sénégal



Mme Jacqueline Mugo
Secrétaire Général
Kenya



M. Modibo Tolo
Secrétaire Général Adjoint
Mali



M. Ousseine Diallo
Trésorier
Côte d'Ivoire



Mme Lindiwe Sephomolo
Trésorière adjointe
Lesotho



M. Bernard Hounnouvi
Membre
Bénin



Mme Yameogo Philomene
Membre
Burkina Faso



M. Thierry-Marie H. Rajaona
Membre
Madagascar



Mme Suzanne Ndomba-Doran
Membre
Tanzania



M. Adewale Oyerinde
Membre
Nigeria



Mme Jacqueline Mugo, EBS
Secrétaire Général



M. Stephen Obiro
Recherche, Plaidoyer et Partenariats



M. Samson Mugwe
Responsable Finance



M. Arbogasti Otero
Responsable TIC



M. Lionel Omondi
Coordinateur

Aperçu Du Paysage Économique De 2023

Le continent africain a relevé de nombreux défis, tant au niveau mondial que local, tout au long de l'année 2023. Les effets persistants de la pandémie de COVID-19, les tensions géopolitiques et les impacts du changement climatique ont mis à l'épreuve la résilience des économies régionales. Malgré ces défis, les nations africaines ont fait preuve d'une résilience et d'une capacité d'adaptation remarquables.

Cela n'enlève rien au fait que de nombreux pays africains ont connu une croissance économique régulière, stimulée par une demande intérieure robuste, des investissements accrus dans les infrastructures et une classe moyenne en pleine expansion. Le continent a fait des progrès en matière de diversification économique, avec des secteurs tels que la technologie, les énergies renouvelables et l'agriculture qui sont devenus des contributeurs clés au produit intérieur brut.

L'année 2023 a marqué une accélération significative de la transformation numérique dans diverses industries. Les nations africaines ont adopté la technologie, ce qui a conduit à l'essor de startups innovantes et à l'intégration de solutions numériques dans les secteurs traditionnels. Cette évolution a non seulement amélioré l'efficacité, mais a également ouvert de nouvelles voies pour la création d'emplois.

Les entreprises africaines accordent de plus en plus la priorité aux initiatives de développement durable. Les investissements dans les énergies renouvelables, les efforts de conservation et les pratiques respectueuses de l'environnement gagnent du terrain. Le secteur privé, en collaboration avec les gouvernements, a joué un rôle central dans la promotion des objectifs de développement durable, en alignant la croissance économique sur la gestion de l'environnement.

Conscients de l'importance d'une main-d'œuvre qualifiée, les gouvernements et les entreprises ont investi massivement dans des programmes d'éducation et de formation. L'accent mis sur le développement du capital humain a également été identifié comme un élément crucial de la croissance économique durable, de la création d'emplois et de la compétitivité mondiale.

Bien que des progrès aient été réalisés, des déficits en matière d'infrastructures persistent dans de nombreux pays africains.

L'inadéquation des réseaux de transport, les pénuries d'énergie et les fractures numériques entravent le développement économique. Pour relever ces défis, il faut poursuivre les investissements, tant publics que privés, afin de créer un environnement propice à la prospérité des entreprises.

En outre, l'harmonisation des cadres réglementaires à travers les frontières reste un défi. Les incohérences dans les réglementations peuvent entraver les échanges et les investissements transfrontaliers. Pour assurer une croissance économique durable, il est essentiel de plaider en faveur de réformes réglementaires qui facilitent la conduite des affaires et créent un environnement propice aux entrepreneurs.



L'accent mis sur le développement du capital humain a également été identifié comme un élément crucial de la croissance économique durable, de la création d'emplois et de la compétitivité mondiale.



Les perspectives économiques de l'Afrique pour 2023 présentent un tableau mitigé mais généralement optimiste, le continent devant dépasser les taux de croissance économique mondiaux. La Banque africaine de développement (BAD) prévoit une croissance moyenne du PIB d'environ 4 % pour 2023 et 2024, ce qui est supérieur aux moyennes mondiales de 2,7 % et 3,2 % respectivement.

Malgré ces perspectives positives, l'Afrique est confrontée à des défis importants en raison de divers risques mondiaux et régionaux. Il s'agit notamment des effets persistants de la pandémie de COVID-19, des tensions géopolitiques telles que la guerre en Ukraine, de la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, des coûts d'emprunt élevés et des effets du changement climatique. Ces facteurs ont conduit à une légère révision à la baisse des projections de croissance par rapport aux estimations précédentes, la croissance étant désormais prévue à 3,4 % en 2023 et à 3,8 % en 2024.

Pour atténuer ces défis et soutenir la croissance, la BAD souligne la nécessité d'actions politiques audacieuses, y compris des mesures fiscales et monétaires robustes, des réformes structurelles et des investissements accrus dans les infrastructures et le capital humain. Ces mesures sont cruciales pour faire face aux risques cumulés et assurer un développement durable à travers le continent.

Les perspectives économiques de l'Afrique sont réparties en cinq régions, comme suit:

Afrique de l'Est:

AI

Cette région devrait connaître la croissance la plus rapide d'Afrique, grâce à des investissements publics importants, à une forte consommation des ménages et à un secteur des services en plein essor. Un secteur agricole solide, axé sur le café, le thé et l'horticulture.

La région bénéficie d'une population jeune et croissante, d'une intégration régionale de plus en plus poussée et d'une numérisation croissante. Le secteur du tourisme présente un potentiel important, tout comme l'exploitation des ressources naturelles telles que le pétrole et le gaz dans certains pays. La région de l'Afrique de l'Est est confrontée à des défis climatiques, à l'instabilité politique dans certains pays et à des niveaux d'endettement élevés qui constituent des risques potentiels.

Afrique de L'Ouest:

AL

Une croissance modérée est attendue, avec une reprise de la production pétrolière et un rebond de la production agricole.

La région connaît des problèmes de sécurité, en particulier dans la région du Sahel, ainsi qu'une vulnérabilité au changement climatique et à la fluctuation des prix des produits de base, ce qui pose des défis importants.

L'Afrique de l'Ouest dispose d'un vaste potentiel agricole et d'un marché de consommation en pleine expansion. Les efforts d'intégration régionale et de développement des infrastructures pourraient débloquer une croissance supplémentaire.

AS

Afrique de Sud:

Elle reste modérée en raison de défis structurels, d'un taux de chômage élevé (l'Afrique du Sud étant en tête avec plus de 25 % de la population active du pays au chômage), d'inégalités et de l'impact du changement climatique, en particulier des sécheresses, qui entravent la croissance.

Toutefois, la région est riche en ressources minérales et dispose d'une base industrielle relativement développée. Les investissements dans les énergies renouvelables et les projets d'infrastructures régionales offrent des perspectives de croissance prometteuses.

AN

Afrique du Nord:

Elle devrait être modérée, la reprise du tourisme et l'augmentation des exportations de gaz jouant un rôle clé.

Les principales préoccupations sont l'instabilité politique et le trafic d'êtres humains dans certains pays, les taux de chômage élevés et la pénurie d'eau.

La proximité de la région avec l'Europe et son potentiel de développement des énergies renouvelables offrent des opportunités significatives. Les efforts de diversification au-delà du pétrole et du gaz sont cruciaux pour une croissance soutenue.

Afrique Centrale:

AC

La région de l'Afrique centrale devrait être incertaine, sous l'effet d'une reprise de la production pétrolière, de l'abondance des matières premières et de la hausse des prix des produits de base. Tout comme l'Afrique de l'Est et l'Afrique du Nord, elle est confrontée à l'instabilité politique, à une faible gouvernance et à des lacunes en matière d'infrastructures qui entravent le progrès économique.

La région possède de vastes ressources naturelles, notamment des minéraux et du bois. La gestion durable de ces ressources et les investissements dans le capital humain sont essentiels pour une croissance à long terme.

D'une manière générale, même si des défis subsistent, les perspectives économiques de l'Afrique sont prometteuses. BUSINESSAfrica promet de travailler en étroite collaboration avec toutes les CER pour résoudre les problèmes structurels, en investissant dans les secteurs clés et en favorisant l'intégration régionale, afin que le continent puisse libérer tout son potentiel et parvenir à une croissance durable.

Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC)



La croissance économique de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a été faible. En 2022, la croissance du PIB de la région était de 2,7 %, inférieure aux moyennes africaine et mondiale de 3,8 % et 3,4 %, respectivement. Pour 2023, la croissance devrait baisser à 1,6 %, mais devrait remonter à 2,7 % en 2024. Les défis comprennent une dette extérieure élevée, qui s'élevait à 48 % en 2022, et des problèmes en Afrique du Sud, la plus grande économie de la région. L'instabilité politique et les crises énergétiques ont eu un impact significatif sur la croissance. Malgré ces défis, il existe d'importantes opportunités d'investissement dans l'action climatique et les initiatives de croissance verte.

Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (ECOWAS)



La région de la CEDEAO a été confrontée à des conditions économiques variées. Les Perspectives économiques en Afrique pour 2024 indiquent que les économies de la région ont fait preuve de résilience, mais qu'elles sont toujours confrontées à d'importants défis structurels. La croissance globale du PIB réel en Afrique est tombée à 3,1 % en 2023, contre 4,1 % en 2022, principalement en raison des tensions géopolitiques, telles que le conflit entre la Russie et l'Ukraine, et des problèmes climatiques. La croissance économique devrait s'améliorer pour atteindre 3,7 % en 2024. Les principaux domaines d'intervention sont la lutte contre les pressions exercées par les prix des denrées alimentaires et de l'énergie et le renforcement de la stabilité politique.

L'Union du Maghreb Arabe (UMA)



La région de l'UMA, qui englobe les pays d'Afrique du Nord, a également été influencée par les tendances économiques plus générales de l'Afrique. La région reste confrontée à l'instabilité politique et aux réformes économiques nécessaires pour renforcer la croissance. Les données spécifiques sur les performances de l'UMA n'ont pas été détaillées, mais elles s'alignent sur les défis continentaux de la transformation structurelle et du financement du développement.

Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA)



Le COMESA a connu une croissance économique modérée, principalement due à la reprise après la pandémie de COVID-19 et à l'amélioration des prix des produits de base. La croissance du PIB de la région devrait se situer autour de 4,5 % en 2023-2024. Le commerce intra-COMESA continue de se développer, contribuant de manière significative à la performance économique de la région. Des secteurs clés tels que l'agriculture, l'industrie manufacturière et les services ont fait preuve de résilience, grâce aux initiatives d'intégration régionale et aux mesures de facilitation des échanges.

East African Community (EAC)



La Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) a fait preuve d'une croissance économique robuste, avec un taux de croissance moyen du PIB d'environ 5,2 % pour 2023-2024. Cette croissance est soutenue par de solides performances dans les secteurs de l'agriculture, des services et de la construction. Les efforts visant à renforcer l'intégration régionale et le développement des infrastructures, y compris la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA), ont joué un rôle crucial dans la stimulation de l'activité économique. Toutefois, des défis tels que l'instabilité politique dans certains États membres et les chocs économiques externes restent des sujets de préoccupation.

Economic Community of Central African States (ECCAS)



La CEEAC a connu une reprise économique plus lente que les autres régions, avec une croissance du PIB prévue à environ 3,2 % pour 2023-2024. Les performances économiques de la région sont entravées par des problèmes de sécurité persistants, l'instabilité politique et une forte dépendance à l'égard des exportations de pétrole. Toutefois, des efforts de diversification des économies et d'amélioration de la gouvernance sont en cours, et des effets positifs sont attendus à moyen terme.

CEN



Community of Sahel-Saharan States (CEN-SAD)

La CEN-SAD a enregistré des résultats économiques mitigés en raison des conditions variables entre les États membres. La croissance du PIB de la région est estimée à environ 3,8 % pour 2023-2024. Des facteurs tels que les conflits, le changement climatique et les efforts de diversification économique influencent le paysage économique. Certains États membres ont bénéficié d'une amélioration de leur production agricole et de leurs activités commerciales, tandis que d'autres continuent de lutter contre l'instabilité et les difficultés économiques.

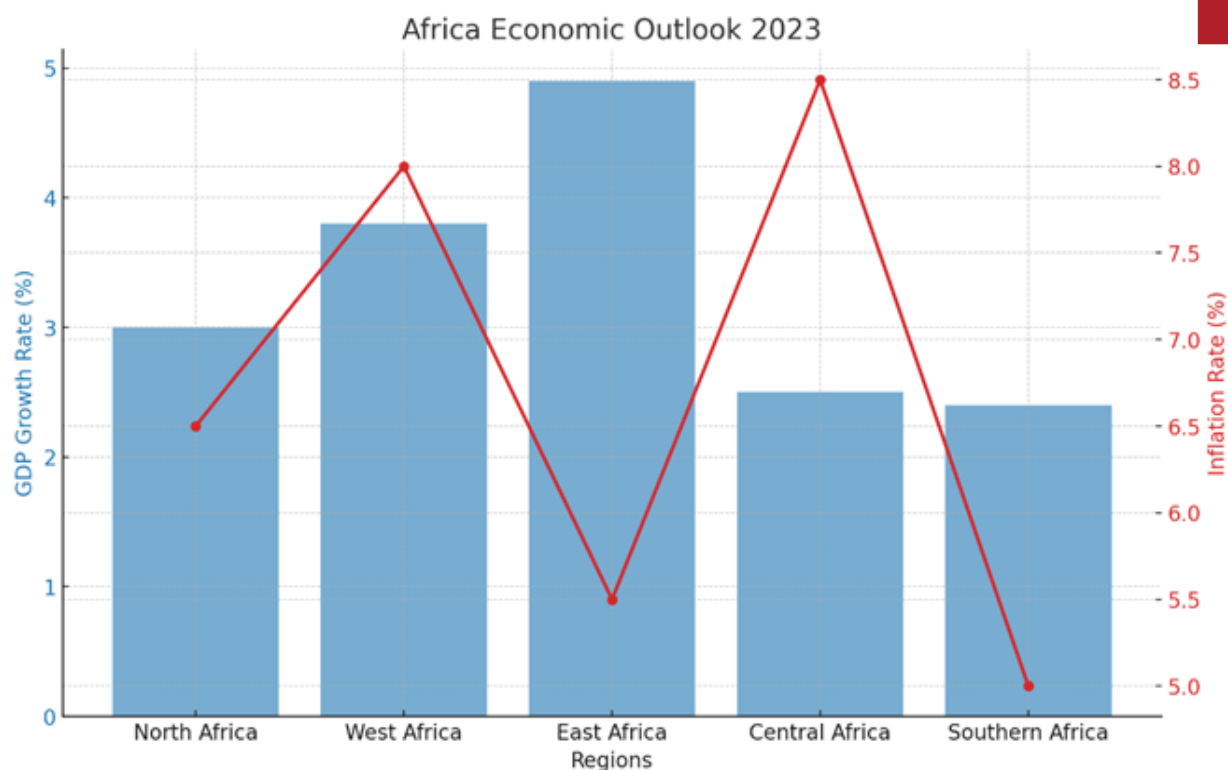


Figure 1: Graphique représentant les perspectives économiques de l'Afrique en 2023

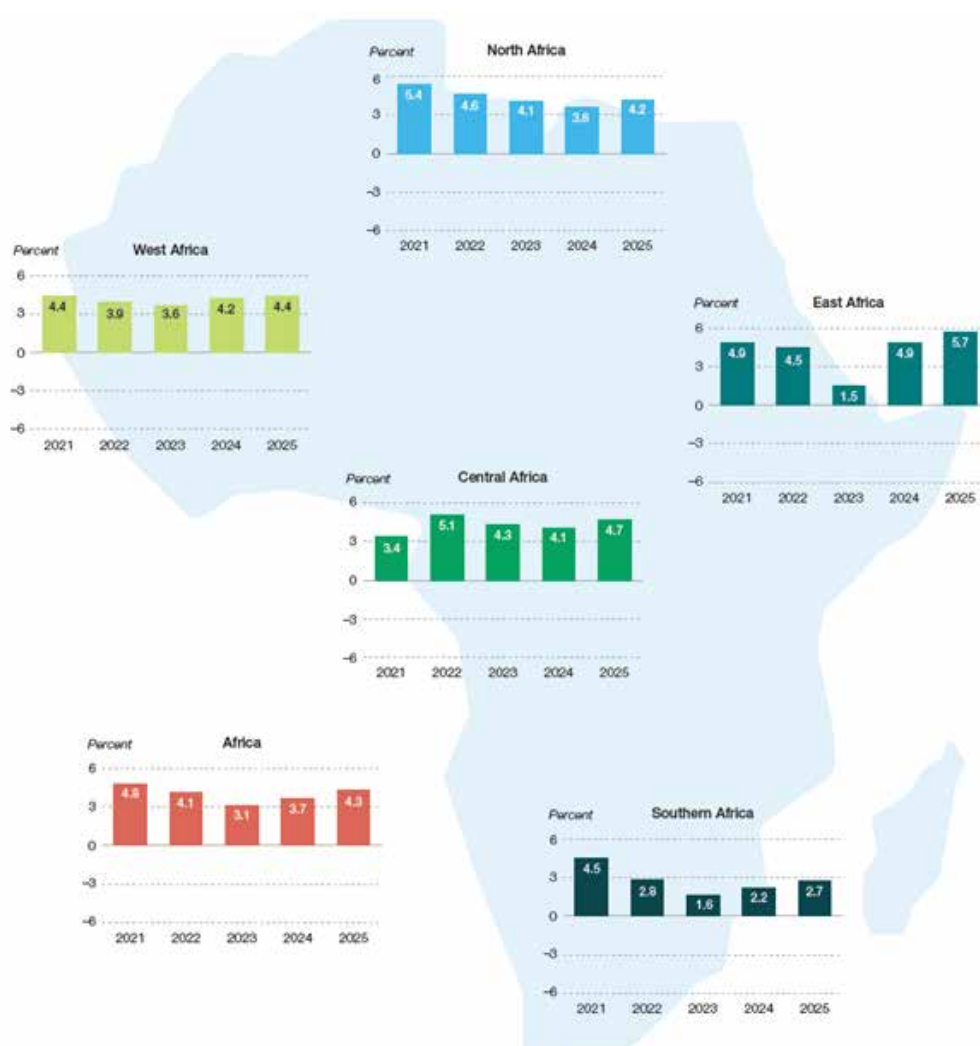


Figure 2: Perspectives par région

Chômage des Jeunes:

Le chômage des jeunes reste un problème important dans toute l'Afrique, l'Afrique subsaharienne étant confrontée à des taux particulièrement élevés. Environ 12 millions de jeunes entrent sur le marché du travail chaque année, mais seulement 3 millions d'emplois formels sont créés chaque année, ce qui entraîne des niveaux élevés de chômage et de sous-emploi chez les jeunes.

Migration:

En 2023, environ 80 % des migrations africaines étaient internes. Environ 36 millions d'Africains vivaient en dehors de leur pays d'origine à la fin de 2023. Les principales destinations sont l'Europe, le Moyen-Orient et l'Amérique du Nord. Les taux de migration ont augmenté d'environ 5 % par rapport à 2022, principalement en raison de l'instabilité économique et politique dans certaines régions.

Inadéquation des Compétences:

Environ 40 % de la main-d'œuvre africaine est employée dans des secteurs qui ne correspondent pas à ses compétences. Cette inadéquation est plus prononcée chez les jeunes diplômés. L'enseignement professionnel et technique se développe, mais ne représente encore qu'environ 15 % de l'enseignement post-secondaire. Les efforts déployés pour aligner l'enseignement sur les besoins du marché ont conduit à une légère amélioration, réduisant l'inadéquation des compétences de 2 % entre 2022 et 2023.

Manifestations Mondiales:

L'impact sur les économies s'est poursuivi, les taux de croissance du PIB dans de nombreux pays africains restant inférieurs aux niveaux d'avant la pandémie. Toutefois, la reprise est en cours, avec un taux de croissance moyen de 3,5 % en 2023. Augmentation de la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes affectant l'agriculture et les moyens de subsistance. Plus de 10 millions de personnes ont été déplacées en raison d'événements liés au climat en 2023. Le conflit entre la Russie et l'Ukraine a eu un impact sur les prix des denrées alimentaires et des carburants, exacerbant les défis économiques dans de nombreuses nations africaines.

Emploi Informel:

L'économie informelle représente une part importante du marché du travail africain, avec environ 83 % des emplois en Afrique qui sont informels. Ce secteur comprend une proportion importante de la population jeune, fournissant des revenus essentiels mais souvent caractérisés par de faibles revenus, un manque de protection sociale et une vulnérabilité aux chocs économiques.

Disparités Entre les Sexes:

Les disparités entre les sexes dans le domaine de l'éducation se réduisent progressivement. Le taux de scolarisation des filles dans l'enseignement primaire a atteint 90 % en 2023, contre 87 % en 2022. Cependant, l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur présentent encore des écarts, avec un taux de scolarisation des femmes de 65 % et 35 %, respectivement. La participation des femmes à la population active est de 55 %, contre 70 % pour les hommes. L'écart de rémunération entre les sexes reste important, les femmes gagnant environ 20 % de moins que les hommes pour un travail similaire. Les femmes occupent 24 % des sièges parlementaires en Afrique, contre 22 % en 2022.

Politiques et Initiatives Gouvernementales:

La réglementation du marché du travail, l'investissement dans les infrastructures et le capital humain, ainsi que les efforts visant à promouvoir l'esprit d'entreprise et l'innovation, jouent un rôle crucial dans l'évolution de l'emploi. Des politiques proactives visant à créer un environnement favorable à la croissance des entreprises, à la création d'emplois et au développement inclusif.

Plusieurs pays ont lancé des initiatives pour stimuler la reprise économique après la pandémie. Par exemple, le plan de durabilité économique du Nigeria et le plan de reconstruction et de relance économique de l'Afrique du Sud. Le Kenya et le Ghana ont élargi leurs programmes de formation professionnelle pour remédier à l'inadéquation des compétences. La zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) devrait également créer des opportunités d'emploi et améliorer la mobilité des compétences.

En 2023, les tendances politiques en Afrique, mises en évidence à la fois par l'Organisation des Nations unies (ONU) et la Banque africaine de développement (BAD), se concentrent sur la résilience économique, l'action climatique, la transformation numérique et le développement durable.

Résilience Économique et Croissance

Les Perspectives économiques 2023 de la BAD ont mis l'accent sur les efforts visant à atténuer les impacts des chocs mondiaux, tels que les conséquences du COVID-19 et la guerre en Ukraine. Les économies africaines s'efforcent de stabiliser la croissance du PIB, prévue à environ 4 % en 2023-2024. De nombreux pays, dont le Kenya, le Nigéria et l'Afrique du Sud, ont poursuivi des politiques visant à stimuler les investissements du secteur privé pour lutter contre le chômage et encourager l'innovation. Le renforcement des infrastructures a été une priorité, avec des efforts renouvelés pour améliorer les réseaux de transport et d'énergie à travers le continent.

Action Pour le Climat et Croissance Verte

L'ONU et la BAD ont toutes deux souligné l'engagement croissant de l'Afrique en faveur de la résilience climatique. En 2023, le continent a fait des progrès vers la transition vers l'énergie verte en investissant dans les ressources renouvelables, telles que le solaire et l'éolien, en particulier dans des pays comme le Maroc, l'Égypte et l'Afrique du Sud. L'accent mis par la BAD sur le financement climatique a souligné l'importance de mobiliser des capitaux privés pour soutenir ces transitions. Les pays africains cherchent également à exploiter leurs vastes ressources naturelles, telles que les minéraux essentiels pour les technologies vertes, afin de soutenir la transition énergétique mondiale.

Transformation Numérique

La révolution numérique en Afrique reste un moteur essentiel du développement, les pays progressant dans l'infrastructure technologique, élargissant l'accès à l'internet et promouvant les compétences numériques. Comme le souligne le Rapport sur le développement durable en Afrique 2023, plusieurs nations africaines font pression pour élargir la couverture des réseaux mobiles et améliorer les cadres de cybersécurité. Cette évolution vise à renforcer des secteurs tels que le commerce électronique, la fintech et l'éducation, qui sont tous essentiels à la modernisation des économies.

Développement Social et Durable

Le rapport 2023 des Nations unies sur le développement durable en Afrique a montré des progrès dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), notamment en ce qui concerne l'accès à l'eau potable et à l'électricité. Cependant, des défis importants subsistent, notamment en matière de réduction de la pauvreté, d'égalité des sexes et de développement rural. Le changement climatique, l'insécurité alimentaire et les inégalités régionales continuent de freiner les progrès économiques et sociaux plus larges. L'année 2023 a été marquée par une action politique déterminée dans toute l'Afrique, avec un fort accent sur la reprise économique, l'adaptation au climat et l'innovation technologique comme moteurs clés du développement durable.

BUSINESSAfrica met l'accent sur plusieurs aspirations pour l'Afrique, principalement axées sur le développement économique, la création d'emplois et la croissance durable. Ces aspirations s'inscrivent dans le cadre d'efforts plus larges déployés sur le continent pour réaliser le potentiel de l'Afrique et relever les défis persistants, contribuant ainsi au développement et à la prospérité de l'ensemble du continent. Ces aspirations comprennent souvent:

- 1 Partenariats Avec Les Gouvernements Et Les Parties Prenantes**
Collaborer avec les gouvernements, les syndicats et les autres parties prenantes afin d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques du travail qui favorisent la croissance économique tout en préservant les droits et les intérêts des travailleurs.
- 2 Promotion De L'esprit D'entreprise**
BUSINESSAfrica encourage l'esprit d'entreprise et soutient la croissance des petites et moyennes entreprises (PME), reconnaissant qu'elles sont des moteurs essentiels du développement économique et de l'innovation.
- 3 Développement Des Compétences Et Création D'emplois**
Pour répondre aux demandes des industries en évolution, le BAEC préconise un développement continu des compétences et des programmes de formation afin de doter la main-d'œuvre africaine de l'expertise nécessaire. L'un des principaux objectifs est également de créer des opportunités d'emploi dans différents secteurs, de réduire les taux de chômage et d'améliorer les moyens de subsistance des citoyens africains.
- 4 Promotion Des Investissements Et Integration Regionale**
BUSINESSAfrica cherche à attirer les investissements nationaux et étrangers en Afrique en créant un environnement propice aux affaires, en encourageant l'innovation et en garantissant des cadres réglementaires qui soutiennent la croissance des entreprises. Les efforts de coopération et d'intégration régionales exploitent les forces et les ressources collectives, ce qui favorise le commerce intra-africain et permet de relever des défis communs.
- 5 Promotion Du Travail Decent**
BUSINESSAfrica vise à promouvoir des normes de travail décentes, notamment des salaires équitables, des conditions de travail sûres et l'accès à la protection sociale, conformément aux normes internationales du travail.
- 6 L'egalite Des Sexes Sur Le Lieu De Travail**
BUSINESSAfrica aspire à promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sur le marché du travail, en plaidant pour des politiques qui s'attaquent aux disparités entre les sexes en matière de salaires, de représentation aux postes de direction et d'accès aux opportunités.
- 7 L'adaptation Au Changement Technologique**
Compte tenu de l'évolution rapide des progrès technologiques, BUSINESSAfrica veille à ce que les travailleurs africains soient dotés des compétences et des connaissances nécessaires pour s'adapter aux technologies émergentes et participer à l'économie numérique afin de promouvoir la culture numérique.

Engagement Avec Les Partenaires



BUSINESSAfrica Accueille le Directeur Général de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), Gilbert F. Hounbo

BUSINESSAfrica a eu le privilège d'accueillir le Directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT), Gilbert F. Hounbo, le 28 novembre 2023 à Waajiri House, Nairobi. Il s'agissait de sa première visite au Kenya depuis son élection par le Conseil d'administration de l'OIT en tant que 11^e Directeur général de l'Organisation, devenant ainsi le premier Africain à occuper ce poste.

Le Directeur général a été reçu par Mme Jacqueline Mugo, Secrétaire générale de BUSINESSAfrica. Dans son allocution de bienvenue, Mme Jacqueline Mugo a exprimé sa gratitude au directeur général pour avoir honoré FKE de sa visite : « Nous sommes honorés de vous accueillir à FKE. Nous sommes très heureux que, pour la première fois, un Africain dirige l'OIT », a déclaré Mme Mugo.

Parmi les autres préoccupations soulevées par BUSINESSAfrica figurent le renforcement

du tripartisme, le renforcement des capacités des organisations d'employeurs en Afrique et l'intensification de la mise en œuvre de projets stratégiques qui permettront à l'Afrique de ne pas rester à la traîne face aux défis mondiaux.

Dans ses remarques, le directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT), Gilbert F. Hounbo, a reconnu le rôle joué par les employeurs dans le secteur du travail pour promouvoir la création d'emplois, la productivité et le développement des compétences. « Le moment que nous traversons dans le secteur du travail en tant que pays et en tant qu'employeurs est crucial. Malgré cela, je reconnais les efforts déployés par les employeurs dans le cadre du programme de développement de l'Afrique... Il est impossible pour un gouvernement de diriger un pays sans main-d'œuvre et il est impossible d'avoir une main-d'œuvre sans employeurs », a déclaré le directeur général de l'OIT.

M. Gilbert F. Hougbo a reconnu l'impact négatif de la géopolitique sur le secteur privé mais a encouragé le secteur privé à rester résilient et à se concentrer sur le développement inclusif et durable, en promouvant les droits du travail pour tous, en assurant l'accès universel aux systèmes de protection sociale, en comblant le déficit de compétences dans l'économie informelle et en promouvant les entreprises durables.

Il a souligné le rôle important joué par le Kenya dans les avancées technologiques et a appelé les employeurs à adopter ces nouvelles technologies, y compris l'intelligence artificielle (IA) « des opportunités majeures ont émergé. L'expansion de l'économie numérique et les progrès de l'intelligence artificielle ont ouvert des perspectives à des millions de personnes. Pourtant, l'impression générale est celle d'un état des lieux globalement préoccupant », a déclaré M. Hougbo.

En ce qui concerne la productivité des entreprises, le Directeur général s'est engagé à faire progresser les initiatives qui soutiendront les entreprises dans leur transition vers une économie verte et numérique. Il a également affirmé l'engagement de l'OIT à soutenir les organisations d'employeurs dans le renforcement des capacités par la mobilisation des ressources et le soutien technique, la qualification, la requalification et l'amélioration des compétences du personnel des organisations d'employeurs.

Le Directeur général a également salué le rôle joué par les employeurs au Kenya et en Afrique dans le développement des compétences et l'adoption de l'économie verte. « Je parle d'un engagement à garantir que les nouvelles technologies créent des emplois décents, à fournir les compétences et le soutien nécessaires à une transition juste afin que les travailleurs et les entreprises,

en particulier les petites et moyennes entreprises, puissent bénéficier de la nouvelle économie à faible émission de carbone, et à soutenir la protection sociale dans des sociétés toujours plus justes, plus cohésives et plus résilientes », a déclaré le Directeur général.

M. Gilbert F. Hougbo a salué l'idée de BUSINESSAfrica de prendre l'initiative et de rassembler les employeurs en Afrique pour travailler collectivement à la croissance des entreprises et au travail décent. « Je soutiens pleinement l'idée de BUSINESSAfrica de rassembler les employeurs du continent et l'OIT soutiendra pleinement cette idée... il s'agit en effet d'une initiative stratégique et audacieuse qui permettra la création de richesses et d'emplois de qualité sur le continent », a déclaré M. Gilbert F. Hougbo.

“
Je soutiens pleinement l'idée de BUSINESSAfrica de rassembler les employeurs du continent et l'OIT soutiendra pleinement cette idée... il s'agit en effet d'une initiative stratégique et audacieuse qui permettra la création de richesses et d'emplois de qualité sur le continent
”

Gilbert F. Hougbo
Directeur Général de l'Organisation Internationale du Travail (OIT)

BUSINESSAfrica La Confédération Africaine des employeurs appelle à une transformation du système financier en faveur du climat et de la durabilité



Légende : Mme Jacqueline Mugo, secrétaire générale de BUSINESSAfrica, participant virtuellement au sommet 2023 « Finance in Common »

Mme Jacqueline Mugo, secrétaire générale de BUSINESSAfrica, a assisté virtuellement au sommet 2023 Finance in Common, qui s'est tenu le 30 mars 2023. Sous le thème « Tirer parti des banques publiques de développement pour des communautés résilientes : vers la justice sociale et des transitions climatiques justes », le sommet s'est concentré sur quatre grandes questions transversales : l'intégration sociale et l'impact sur le développement, la mobilisation des capitaux privés pour atteindre les objectifs de développement durable, la collaboration avec la société civile et l'incorporation des droits de l'homme dans les stratégies et les programmes, et la perspective de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Dans ses remarques, Mme Mugo a reconnu le rôle que joue le secteur privé dans la gestion des liens entre les aspects sociaux et environnementaux en investissant dans des politiques et des actions qui garantissent le développement des sociétés et la protection de l'environnement.

« Les organisations d'employeurs telles que la FKE ont toujours été conscientes des aspects sociaux et environnementaux et de leurs liens, et elles aident constamment leurs membres à s'attaquer à ces liens, à les anticiper et à s'y adapter », a-t-elle déclaré.

Elle a estimé que le secteur privé avait continué à collaborer avec d'autres détenteurs d'État pour faire avancer les objectifs des cadres internationaux tels que les ODD, les lignes directrices pour les entreprises

multinationales et les principes directeurs des Nations unies, entre autres. En outre, Mme Mugo a souligné que le secteur privé avait mis en œuvre des initiatives telles que la responsabilité sociale des entreprises (RSE), la conduite responsable des affaires (RBC), la santé et la sécurité au travail (SST), ainsi que par le biais de structures telles que la philanthropie.

Le secrétaire général a également reconnu le rôle du secteur privé dans l'éducation et la santé : « Le secteur privé contribue déjà de multiples façons à l'éducation, à la santé et à la protection sociale, notamment par le biais de systèmes établis de longue date tels que la fiscalité, les systèmes de retraite, les régimes de protection sociale, la formation et les différents avantages liés à l'emploi, la création d'emplois et les investissements dans de nombreux projets différents », a déclaré Mme Mugo.

En ce qui concerne le soutien des banques publiques de développement aux entreprises, telles que les PME, pour faire progresser la justice sociale et les transitions justes, Mme Mugo a déclaré que « 26 % des actifs des banques publiques de développement (BPD) dans le monde sont sous mandat pour soutenir les PME, donc elles font déjà beaucoup, mais cela doit être plus ciblé, élargi et combiné avec d'autres mécanismes financiers ». Les petites et moyennes entreprises devront réaliser des investissements importants et développer leurs capacités pour adapter leurs chaînes d'approvisionnement au cours des 30 prochaines années, si elles veulent rester compétitives et garantir une meilleure productivité.

Finance in Common est le réseau mondial de toutes les banques publiques de développement (BPD), qui vise à renforcer les partenariats entre les BPD afin d'accélérer la convergence vers des normes communes et des meilleures pratiques, de soutenir les engagements des banques à réorienter leurs stratégies vers la durabilité, et de donner aux BPD une plus grande visibilité dans les forums mondiaux discutant des questions de politique internationale entre les BPD et les parties prenantes cruciales, du secteur privé aux organisations de la société civile en passant par les organisations d'employeurs.



La Strategie de Doha en 5 Points du Secteur Prive Pour L'avancement des ODD, Une PMA a la Fois

Mme Jacqueline Mugo, Secrétaire générale de la Confédération des employeurs de BUSINESSAfrique, a récemment participé à la 5ème conférence des pays les moins avancés (PMA) qui s'est tenue à Doha, au Qatar, du 5 au 9 mars 2023.

La conférence, qui a réuni l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et les présidents des fédérations d'employeurs de 20 pays les moins avancés (PMA), visait à aborder les défis auxquels sont confrontés les PMA dans la réalisation d'une croissance économique durable ainsi qu'à mobiliser les engagements de la communauté internationale en vue de la mise en œuvre du Programme d'action de Doha pour les PMA (2022-2031) adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies en avril 2022.

Dans son discours d'ouverture, le secrétaire général de l'OIE, M. Roberto Suarez Santos, a exhorté les gouvernements et les institutions multilatérales à faire davantage pour lever les obstacles à la croissance économique dans les PMA et, surtout, à inclure le secteur privé en tant que partenaire essentiel du développement durable, à produire des idées

créatives et à transformer les promesses en résultats tangibles. « Le développement économique des PMA par le biais du système de financement multilatéral actuel est trop lent et, dans un trop grand nombre de PMA, n'a que très peu d'impact. Si la communauté internationale veut vraiment passer du potentiel à la prospérité et atteindre les ODD, le secteur privé doit être un partenaire des gouvernements et des institutions multilatérales dans la définition des plans et des actions de développement. Nous avons présenté une feuille de route concrète et réaliste pour atteindre les ODD. Commençons à travailler à sa mise en œuvre ». Roberto Suárez Santos, Secrétaire général de l'OIE.

Pour sa part, Mme Jacqueline Mugo a souligné l'importance de l'implication du secteur privé dans la mise en œuvre de la stratégie en 5 points pour stimuler la croissance économique. Elle a fait remarquer que le secteur privé est essentiel pour stimuler la croissance économique et créer des emplois dans les PMA. Elle a également souligné la nécessité d'une collaboration accrue entre les secteurs public et privé pour parvenir à une croissance économique durable.

Le rapport sur les entreprises des PMA, récemment publié par l'OIE, décrit les principaux obstacles à la croissance économique dans 25 pays PMA. Il s'agit notamment de lois fiscales ambiguës, de processus administratifs nombreux et contradictoires, d'infrastructures sociales et physiques en mauvais état, de difficultés à obtenir des financements et des devises étrangères, et de systèmes juridiques et de travail faibles.

Les participants ont estimé que l'Afrique devait adopter des méthodes globales pour lutter contre l'informalité et promouvoir la transition vers le secteur formel. En outre, les entreprises attendent des gouvernements qu'ils modifient leurs structures juridiques et administratives pour réduire ces obstacles et faciliter le passage au secteur formel et, enfin, qu'ils créent un environnement favorable aux entreprises et à l'esprit d'entreprise.

La conférence a également permis aux PDG des PMA de s'engager avec les décideurs politiques, les partenaires du développement et d'autres parties prenantes à relever les défis auxquels les PMA sont confrontés pour parvenir à une croissance économique durable et à faire en sorte que les PMA bénéficient d'une croissance sociale, économique et environnementale par le biais d'un nouveau partenariat mondial. La présentation de la stratégie en cinq points par les chefs d'entreprise a constitué une étape importante dans l'identification de solutions réalisables pour promouvoir la croissance économique et le développement dans les PMA.



Légende : Mme Jacqueline Mugo, secrétaire générale de BUSINESSAfrica, prononçant son discours lors de la 5e conférence des pays les moins avancés (PMA) qui s'est tenue à Doha, au Qatar

La stratégie en cinq points a mis en évidence les points suivants:

- ✓ Poursuivre des stratégies globales et innovantes pour lutter contre l'informalité et promouvoir la transition vers l'économie formelle. Les employeurs demandent aux pays de revoir leurs cadres réglementaires et administratifs afin de réduire ces obstacles et de faciliter la transition vers l'économie formelle.
- ✓ Créer un environnement favorable aux entreprises qui encourage l'esprit d'entreprise, la création d'emplois, la croissance économique, le développement durable, le commerce et l'ouverture des marchés. Cela signifie en particulier l'élaboration et la mise en œuvre de réglementations fiscales et du travail faciles à comprendre et favorables à l'emploi, qui favorisent toutes les possibilités d'emploi et réduisent le poids des coûts non salariaux de la main-d'œuvre.
- ✓ Mettre en place des politiques publiques, des services et une gouvernance efficaces et efficaces - y compris des systèmes durables de protection sociale, d'éducation et de développement des compétences - qui soient transparents, responsables et réactifs, qui luttent contre la corruption avec plus d'ambition et qui s'alignent sur les besoins du marché du travail

Mme Mugo a souligné l'importance de l'implication du secteur privé dans la mise en œuvre de la stratégie en cinq points. Elle a fait remarquer que le secteur privé est essentiel pour stimuler la croissance économique et créer des emplois dans les PMA. Elle a également souligné la nécessité d'une collaboration accrue entre les secteurs public et privé pour parvenir à une croissance économique durable.

Business Africa s'engage à souligner le rôle crucial que joue le secteur privé dans la promotion de la croissance économique et du développement en Afrique. Cette politique, lorsqu'elle sera mise en pratique avec l'aide du secteur privé, permettra aux PMA de bénéficier des conditions nécessaires à une croissance économique à long terme. C'est ce que nous voulons pour l'Afrique.



La Confédération des employeurs de BUSINESSAfrica a participé à la conférence One Global Women Empowerment (OGWE) de l'Organisation internationale des employeurs (OIE). Cette conférence, qui s'est tenue en mars 2023, visait à accélérer les progrès pour les femmes sur le lieu de travail et à promouvoir l'égalité des sexes dans l'emploi.

L'OGWE était un événement qui réunissait des dirigeants d'organisations d'employeurs, d'entreprises multinationales, de la société civile et des gouvernements pour discuter des questions liées à l'autonomisation des femmes sur le lieu de travail.

BUSINESSAfrica, la principale confédération d'organisations d'employeurs en Afrique, était représentée par sa secrétaire générale, Mme Jacqueline Mugo, qui est intervenue au cours de la conférence, en tant que panéliste, en se concentrant principalement sur les messages clés que les entreprises souhaitent transmettre au G20 afin de réaliser des progrès concrets pour les femmes dans le monde des affaires.

Dans ses remarques, Mme Mugo a souligné l'importance de l'autonomisation des femmes sur le lieu de travail et le rôle que jouent les organisations d'employeurs dans la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le domaine de l'emploi.

Elle a insisté sur le fait que l'autonomisation des femmes n'est pas seulement un impératif moral, mais qu'elle est aussi une question de bon sens économique. Elle a fait remarquer que des recherches ont montré que les entreprises ayant une proportion plus élevée de femmes aux postes de direction ont tendance à avoir de meilleurs résultats financiers et sont plus innovantes et adaptables au changement.

Mme Mugo a également évoqué les défis auxquels les femmes sont confrontées sur le lieu de travail, tels que l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes, le manque d'accès aux postes à responsabilité et la discrimination. Elle a appelé à une plus grande collaboration entre les organisations d'employeurs, les gouvernements et la société civile pour relever ces défis et promouvoir l'autonomisation des femmes sur le lieu de travail.

La conférence mondiale de l'OIE One sur l'autonomisation des femmes a permis aux parties prenantes de partager les meilleures pratiques, les expériences et les stratégies de promotion de l'égalité des sexes dans le domaine de l'emploi. Elle a également souligné l'importance de l'autonomisation des femmes dans la réalisation des objectifs de développement durable et dans la création d'un monde plus inclusif et plus équitable.

Briser les barrières : l'impact de BUSINESSAfrica sur les femmes dans la gestion à travers l'Afrique



Légende : Mme Jacqueline Mugo, secrétaire générale de BUSINESSAfrica, lors du webinaire de Malkia Africa

Le 17 octobre 2023, Mme Jacqueline Mugo, secrétaire générale de la Confédération des employeurs de BUSINESSAfrica, a été invitée à s'exprimer aux côtés de Mme Lindiwe Sephomolo, directrice générale de l'Association des employeurs et des entreprises du Lesotho, lors du webinaire de Malkia Afrique consacré à l'état des lieux de la situation des femmes dans le domaine de la gestion.

Le programme Malkia a été lancé par le Centre international de formation de l'Organisation internationale du travail (ITCLO) dans le but d'aider les femmes à accéder à des postes de direction en leur donnant les compétences nécessaires pour réussir. Mme Mugo et Mme Sephomolo ont toutes deux partagé avec les délégués leurs expériences de vie personnelles qui, de manière intéressante, présentaient de nombreuses similitudes.

Mme Mugo a raconté son histoire, depuis son enfance jusqu'à aujourd'hui, et les facteurs qui l'ont amenée à devenir une dirigeante du secteur du travail et du monde des employeurs.

« En grandissant, je suis toujours tombée sur des enseignants et des superviseurs qui ont vu mon potentiel et se sont efforcés de me guider vers la meilleure version de moi-même », a déclaré Mme Mugo.

« Les femmes leaders qui réussissent reconnaissent souvent l'importance du mentorat et de la transmission. En guidant et en

soutenant les autres, elles contribuent au développement des futurs dirigeants. Cela permet non seulement de construire leur propre héritage, mais aussi de renforcer la filière de leadership pour les femmes », a souligné Mme Mugo.

Mme Mugo a souligné les points suivants sur la réussite d'une femme dirigeante:

- ✓ **Stratégie de marque** - L'authenticité est la pierre angulaire de la construction d'une marque personnelle. Les femmes leaders qui s'affirment avec audace sont un exemple puissant pour les autres.
- ✓ **Se porter garante et se défendre** - Personne ne le fera à votre place en tant que femme, apprenez à toujours exprimer vos pensées et vos droits, sans aucune ambiguïté.
- ✓ **L'acquisition de connaissances et une recherche appropriée sont essentielles avant une présentation** - Parler en connaissance de cause renforce la crédibilité.
- ✓ **Défendre la diversité et l'inclusion** - Les femmes leaders audacieuses comprennent que le véritable leadership n'est pas seulement une question de réussite individuelle, mais qu'il s'agit de favoriser un environnement inclusif où les différentes voix sont entendues et valorisées.
- ✓ **Concilier vie professionnelle et vie personnelle** - De nombreuses femmes dirigeantes sont passées maîtres dans l'art de concilier leur vie professionnelle et leur vie personnelle. Leur capacité à maintenir cet équilibre met en évidence l'importance de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et de la prise en charge de soi, créant ainsi un précédent que d'autres peuvent suivre.

Dans ses remarques finales, Mme Mugo a persuadé les déléguées d'éliminer le plafond de verre et de faire preuve d'audace. Cette allocution a été suivie d'une séance interactive de questions et réponses au cours de laquelle Mme Mugo et Mme Sephomolo ont virtuellement interagi avec les déléguées. BUSINESSAfrica s'engage à renforcer les capacités des femmes afin qu'elles brisent le plafond de verre et s'épanouissent.



Explorer l'Éthique des Affaires et les Droits de l'Homme en Afrique : Faits Saillants du Caucus des Entreprises de L'OIE et du Forum Africain des Entreprises et des Droits de L'Homme 2023

Le Business Caucus de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et le Forum africain des entreprises et des droits de l'homme 2023, qui se sont tenus du 5 au 7 septembre 2023, à Addis-Abeba, en Éthiopie et virtuellement, ont réuni des entreprises, des gouvernements et des organisations de la société civile pour discuter de la mise en œuvre des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (UNGPs) en Afrique, en particulier en ce qui concerne la Zone de libre-échange continentale africaine (AfCFTA).

Mme Jacqueline Mugo, secrétaire générale de BUSINESSAfrica, représentait les employeurs d'Afrique en tant que panéliste sur le thème « La conduite responsable des entreprises (RBC) en Afrique : Pourquoi c'est important pour l'Afrique ». Mme Mugo a abordé les défis et opportunités économiques, sociaux et environnementaux dans ses remarques. Elle a également souligné que les principes et les normes de la RBC visent à minimiser les impacts négatifs sur l'environnement et la société tout en contribuant au développement durable.

« Les organisations d'employeurs en Afrique jouent un rôle essentiel dans la promotion du Pacte mondial des Nations unies, qui encourage les entreprises à adopter des politiques et des pratiques durables et socialement responsables.

Les stratégies utilisées par ces organisations comprennent la sensibilisation, la défense du Pacte mondial des Nations unies et la facilitation de la mise en réseau et de la collaboration entre les entreprises membres », a-t-elle

Voici quelques-uns des points forts du forum:

- ✓ L'importance des voix et des perspectives africaines dans l'agenda mondial des entreprises et des droits de l'homme. Le forum a souligné la nécessité d'élaborer et de mettre en œuvre des solutions adaptées au contexte unique de l'Afrique et de veiller à ce que les voix africaines soient entendues et respectées dans les discussions mondiales sur les entreprises et les droits de l'homme.
- ✓ Le rôle des entreprises dans la promotion du développement durable et des droits de l'homme en Afrique. Le forum a réaffirmé le rôle important que les entreprises peuvent jouer dans la promotion du développement durable et des droits de l'homme en Afrique grâce à des pratiques commerciales responsables. Les entreprises ont été encouragées à adopter et à mettre en œuvre les principes directeurs des Nations unies et à collaborer avec les gouvernements et la société civile pour créer un environnement propice aux entreprises et aux droits de l'homme.

- ✓ Les liens entre la mise en œuvre des UNGP et l'opérationnalisation de l'AfCFTA. Le forum a discuté du potentiel de l'AfCFTA à accélérer la mise en œuvre des UNGP en Afrique, et à créer un environnement commercial plus durable et plus inclusif sur le continent. Les participants ont souligné l'importance de développer et de mettre en œuvre des politiques et des réglementations qui soutiennent la conduite responsable des entreprises, et de renforcer la coopération transfrontalière sur les entreprises et les droits de l'homme.

Les engagements spécifiques pris par les entreprises lors du forum sont les suivants:

L'adoption des UNGP par quelques entreprises africaines. Plusieurs entreprises présentes au forum ont annoncé leur engagement à adopter et à mettre en œuvre les principes directeurs des Nations unies, y compris l'élaboration et la mise en œuvre de processus de diligence raisonnable en matière de droits de l'homme.

La création d'un nouveau réseau africain des entreprises et des droits de l'homme. Un nouveau réseau africain des entreprises et des droits de l'homme a été lancé lors du forum, dans le but de fournir une plateforme aux entreprises africaines pour partager les meilleures pratiques et collaborer à la mise en œuvre des UNGP.

Le développement de nouveaux outils et ressources pour soutenir les entreprises dans la mise en œuvre des UNGP. Le forum a également vu le lancement de plusieurs nouveaux outils et ressources pour aider les entreprises à mettre en œuvre les UNGP, notamment une nouvelle plateforme en ligne permettant aux entreprises de rendre compte de leurs performances en matière de droits de l'homme.

Le Caucus des entreprises de l'OIE et le Forum africain des entreprises et des droits de l'homme 2023 ont été un événement réussi qui a contribué à faire avancer l'agenda des entreprises et des droits de l'homme en Afrique.

Le forum a fourni une plateforme précieuse pour les entreprises, les gouvernements et les organisations de la société civile pour discuter des défis et des opportunités de la mise en œuvre des UNGP dans le contexte de l'AfCFTA. Les engagements pris par les entreprises lors du forum reflètent une reconnaissance croissante de l'importance des entreprises et des droits de l'homme en Afrique.

Les organisations d'employeurs en Afrique jouent un rôle essentiel dans la promotion du Pacte mondial des Nations unies, qui encourage les entreprises à adopter des politiques et des pratiques durables et socialement responsables. Les stratégies utilisées par ces organisations comprennent la sensibilisation, la défense du Pacte mondial des Nations unies et la facilitation de la mise en réseau et de la collaboration entre les entreprises membres

Mme Jacqueline Mugo
Secrétaire Générale de BUSINESSAfrica



Légende : Le Business Caucus de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) et le Forum africain des entreprises et des droits de l'homme 2023, tenus virtuellement à Addis-Abeba, en Éthiopie



111ème Conférence Internationale du Travail 2023

Mme Jacqueline Mugo, Secrétaire générale de la Confédération des employeurs de BUSINESSAFrique, a dirigé une équipe de 17 délégués qui ont représenté les employeurs à la 111e Conférence internationale du travail à Genève, qui s'est tenue du 5 au 16 juin 2023. La conférence, dont le thème était « La justice sociale pour tous », a rassemblé des employeurs, des travailleurs et des délégués gouvernementaux des 187 États membres de l'OIT qui ont abordé un large éventail de questions, notamment une transition juste vers des économies durables et inclusives, des apprentissages de qualité et la protection du travail.

Mme Mugo était la porte-parole des employeurs au sein du Comité de discussion générale tripartite sur la transition juste, qui a élaboré des conventions pour guider le travail de l'OIT.

Les employeurs ont identifié cinq facteurs clés pour permettre une transition juste, à savoir:-

- ✓ **Le développement durable des entreprises**, qui nécessite un environnement et un soutien favorables aux entreprises
- ✓ **Le développement des compétences**, qui agit à la fois comme un catalyseur de la croissance et comme un amortisseur des impacts négatifs résultant du changement climatique et environnemental et d'autres crises mondiales.
- ✓ **Le transfert et l'adoption de technologies sont essentiels.** L'accès aux technologies clés telles que les infrastructures d'énergie renouvelable, l'amélioration de l'efficacité énergétique, la gestion numérique, la mobilité électrique et les mesures de productivité agricole est donc essentiel, en particulier pour les petites et moyennes entreprises (PME).
- ✓ **La productivité doit être stimulée par des investissements dans le capital humain**, l'innovation et le bien-être de la société.

✓ **La transition de l'économie informelle vers l'économie formelle doit être accélérée.** Des problèmes structurels persistants, tels que des cadres réglementaires médiocres et des environnements commerciaux imprévisibles, constituent des obstacles à une transition rapide

La Conférence internationale sur l'apprentissage a donné lieu à de nombreux résultats. Certains d'entre eux comprennent l'adoption d'une nouvelle recommandation sur les apprentissages de qualité, visant à soutenir les opportunités pour les personnes de tous âges d'acquérir des compétences, de se recycler et de se perfectionner en permanence sur des marchés du travail en évolution rapide. La nouvelle norme de travail fournit une définition claire des apprentissages et spécifie des normes ambitieuses pour des apprentissages de qualité, y compris les droits et la protection des apprentis. Le comité de discussion générale sur une transition juste et le comité de discussion récurrente sur la protection du travail ont également adopté des résolutions qui tracent la voie vers une protection du travail plus inclusive, adéquate et efficace pour tous les travailleurs.

La Conférence a également adopté une résolution sur le Bélarus, visant à garantir le respect des recommandations d'une commission d'enquête de l'OIT. La séance plénière a approuvé le rapport de la Commission de l'application des normes (CAN), qui a examiné 24 cas individuels de pays liés au respect des conventions de l'OIT. Le programme et le budget de l'OIT pour 2024/25 ont été adoptés, réaffirmant l'engagement exprimé par tous les mandants tripartites de l'OIT à lutter contre la discrimination et l'exclusion au profit de tous.

En outre, un sommet de haut niveau sur le monde du travail s'est tenu les 14 et 15 juin, discutant des questions de justice sociale, y compris la proposition d'une Coalition mondiale pour la justice sociale.

La conférence a marqué la Journée mondiale contre le travail des enfants, le 12 juin, en appelant la communauté internationale à soutenir une plus grande justice sociale et à intensifier la lutte contre le travail des enfants.

Les dirigeants des employeurs africains d'Algérie, d'Égypte, de RDC, du Congo, de Tunisie, d'Éthiopie et du Kenya sont quelques-uns de ceux qui ont fait des présentations au cours de la CIT. Nous avons souligné ci-dessous le discours du Président et du Secrétaire général des confédérations de BUSINESSAfrica. Pour accéder aux autres interventions des employeurs africains lors de la CIT, veuillez utiliser le lien ci-dessous :
Transcription de la discussion des rapports du Directeur général et des présidents du Conseil d'administration.

Juin 2023

Date de la conférence

OIT

Organisation des employeurs

187

États membres

347^{ème} Session du Conseil d'Administration de l'Oit a Geneve



347th Session of the International Labour Organization (ILO) Governing Body in Geneva, Switzerland

Mme Jacqueline Mugo, secrétaire générale de la Confédération des employeurs de BUSINESSAfrique, a participé à la 347^e session du Conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail (OIT) à Genève, en Suisse, en sa qualité de membre titulaire du Conseil d'administration de l'OIT. Des représentants de gouvernements, d'organisations d'employeurs et d'organisations de travailleurs du monde entier ont assisté à la session.

L'ordre du jour de cette année était axé sur les questions clés qui favorisent l'emploi et la protection sociale, le dialogue social et la coopération au développement, entre autres. Voici quelques-uns des points à l'ordre du jour:

- ✓ Rapport du Directeur général et rapports du Bureau du Conseil d'administration
- ✓ Stratégie de l'OIT sur le travail décent dans les chaînes d'approvisionnement
- ✓ Analyse des lacunes normatives sur le travail décent dans l'économie de plateforme
- ✓ Rapport final du groupe de travail tripartite sur la participation pleine, égale et démocratique à la gouvernance tripartite de l'OIT

- ✓ Propositions et feuille de route pour la révision de la stratégie globale sur la sécurité et la santé au travail adoptée lors de la 91^e session (2003) de la Conférence internationale du travail et la promotion d'un environnement de travail sûr et sain en tant que nouveau principe fondamental et droit au travail
- ✓ Analyse des mesures introduites dans l'organisation des réunions du Conseil d'administration pendant la pandémie de COVID-19 et de leur pertinence pour les futures sessions du Conseil d'administration et d'autres réunions.
- ✓ Rapport de suivi sur les nouveaux développements concernant le Forum du dialogue social et la mise en œuvre par le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela du plan d'action convenu pour donner effet aux recommandations de la commission d'enquête concernant les conventions nos 26, 87 et 144.
- ✓ Inclusion de conditions de travail sûres et saines dans le cadre des droits fondamentaux de l'OIT,
- ✓ La Fédération de Russie à « cesser immédiatement et inconditionnellement son agression contre l'Ukraine » et exprimant sa grave préoccupation face aux informations faisant état de victimes civiles et à la situation des réfugiés.

Le Conseil d'administration du Bureau international du travail est l'organe exécutif de l'Organisation internationale du travail, qui est de nature tripartite et réunit les gouvernements, les employeurs et les travailleurs. Il se réunit trois fois par an, en mars, juin et novembre. Il prend des décisions sur la politique de l'OIT, fixe l'ordre du jour de la Conférence internationale du travail, adopte le projet de programme et de budget de l'Organisation à soumettre à la Conférence et élit le directeur général.



Renforcer les Systèmes d'Apprentissage dans l'Economie Informelle en Afrique pour Promouvoir la Qualité, l'Innovation et les Transitions Vers la Formalité

L'Organisation internationale du travail (OIT) a organisé un atelier sur le renforcement des systèmes d'apprentissage dans l'économie informelle en Afrique pour promouvoir la qualité, l'innovation et les transitions vers la formalité.

L'atelier s'est tenu à Cotonou au Bénin, entre le 22 et le 23 février 2023, réunissant des experts, des représentants des gouvernements, des organisations d'employeurs et de travailleurs, des associations d'artisans et de leurs fédérations de certains pays d'Afrique, d'autres experts internationaux en développement des compétences et des partenaires de développement intéressés.

L'objectif de cet atelier est de soutenir le dialogue politique et d'apporter des réflexions techniques sur la manière de préserver et d'améliorer les systèmes d'apprentissage existants dans l'économie informelle afin de promouvoir la qualité, l'innovation, le développement économique, la justice sociale et les transitions vers la formalité. Des systèmes d'apprentissage plus efficaces, la capacité et l'innovation au niveau local déclencheront un processus de transformation structurelle conduisant à un développement plus inclusif.

L'économie informelle en Afrique est une source importante d'emplois et de revenus pour des millions de personnes, en particulier les jeunes.

Étant donné que plus de 70 % des économies de la plupart des pays africains dépendent du secteur informel et que 70 % des emplois se trouvent dans ce secteur, nous ne pouvons pas ignorer la contribution de ce secteur.

Cependant, de nombreux travailleurs de l'économie informelle n'ont pas accès aux possibilités de formation et de développement des compétences, ce qui limite leur capacité à améliorer leurs moyens de subsistance et à passer à un emploi plus formel et plus sûr.

Pour relever ce défi, un nouveau rapport de l'OIT et de la Commission de l'Union africaine (CUA) propose de renforcer les systèmes d'apprentissage dans l'économie informelle en Afrique. Le rapport souligne le potentiel des apprentissages pour promouvoir la qualité, l'innovation et les transitions vers la formalité dans l'économie informelle.

L'apprentissage est une forme de formation en milieu professionnel qui combine l'apprentissage sur le lieu de travail et l'enseignement en classe. Ils se sont révélés être un moyen efficace de développer les compétences et de préparer les travailleurs à l'emploi dans un large éventail d'industries et de professions.

La Confédération africaine des employeurs, qui est l'organe continental de coordination des employeurs en Afrique, a continué à assurer sa participation et celle des organisations d'employeurs en Afrique aux discussions sur diverses politiques.



BUSINESSAfrica Promouvoir la Gouvernance de la Migration de la Main-D'œuvre

BUSINESSAfrica a eu le privilège d'accueillir une délégation du gouvernement du Zimbabwe à Nairobi le 13 juillet 2023. L'objectif de la visite était de partager les meilleures pratiques en matière de gestion de la migration de main-d'œuvre et de comprendre le cadre de gouvernance de la migration de main-d'œuvre au Kenya. La délégation zimbabwéenne était dirigée par Mme Nyashal, directrice de la fonction publique, du travail et de la protection sociale, et accompagnée de représentants de différentes agences et organisations, notamment : - Affaires étrangères et commerce international, Confédération des employeurs du Zimbabwe, Congrès des syndicats du Zimbabwe, Association des agences d'emploi privées du Zimbabwe et Fédération des syndicats du Zimbabwe.

Mme Jacqueline Mugo, secrétaire générale de BUSINESSAfrica, était représentée par M. Stephen Obiro, responsable du plaidoyer, du conseil et du partenariat.

Dans son discours d'ouverture, M. Obiro a souligné l'engagement de BUSINESSAfrica à soutenir les initiatives qui promeuvent des pratiques de migration de main-d'œuvre éthiques, sûres et ordonnées, ce qui profite en fin de compte à la fois au pays d'origine des travailleurs migrants et aux pays de destination.

M. Obiro a également noté que le soutien de BUSINESSAfrica à des politiques migratoires claires, transparentes et efficaces qui sont propices aux affaires, catalysant l'innovation, l'investissement et l'esprit d'entreprise.

L'approche de BUSINESSAfrica en matière de migration de la main-d'œuvre est fondée sur la mobilité, le développement et la protection. La migration de la main-d'œuvre est considérée comme un pilier essentiel de l'intégration économique et du développement et, si elle est bien gérée, elle profite à la fois aux pays d'origine et aux



BUSINESSAfrica Plaide pour l'Élimination du Travail des Enfants

Le forum régional africain sur le travail des enfants s'est tenu le 23 avril 2023. Le forum visait à soutenir le « Plan d'action décennal pour l'éradication du travail des enfants, du travail forcé, de la traite des êtres humains et de l'esclavage moderne » de l'Union africaine en organisant un forum régional en tant que plateforme multipartite.

Le forum s'est concentré sur le rôle des acteurs du secteur privé dans la lutte contre le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement en Afrique, en mettant l'accent sur l'interaction entre les entreprises, les gouvernements, les travailleurs et la société civile. Il visait également à poursuivre l'élan généré par l'appel à l'action de Durban sur l'élimination du travail des enfants, à identifier les expériences régionales de mise en œuvre et à promouvoir les synergies entre l'agenda des entreprises et des droits de l'

l'homme et les efforts pour l'élimination du travail des enfants.

Le forum a attiré des participants d'entreprises africaines, d'organisations d'employeurs, de gouvernements, d'organisations de travailleurs et de la société civile. Il a pris en considération les cadres internationaux pertinents, tels que les principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et les normes internationales du travail, en tenant compte de l'importance d'intégrer le plan d'action national (PAN) sur le travail des enfants dans un plan d'action national sur les droits de l'homme.

L'objectif des discussions était d'accélérer la réalisation de la cible 8.7 de l'ODD, qui consiste à mettre fin au travail des enfants sous toutes ses formes d'ici à 2025.

Forum Régional Des Parties Prenantes Sur La Migration Des Travailleurs Non Qualifiés

2023
Rapport Annuel



M. Stephen Obiro, responsable du plaidoyer, du conseil et du partenariat, a participé au Forum régional des parties prenantes sur la migration des travailleurs non qualifiés, qui s'est tenu au Kenya le 27 juin 2023, sous le thème de la promotion de la libre circulation et de la protection des travailleurs migrants non qualifiés, y compris les femmes employées de maison, au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), par l'intermédiaire du Secrétariat de la CAE et d'autres parties prenantes.

Les discussions de la table ronde se sont concentrées sur les questions affectant les travailleurs migrants non qualifiés dans la CAE, y compris les limitations de la mobilité et l'accès aux services juridiques et d'arbitrage. Les participants ont également discuté des mécanismes d'amélioration des compétences et des possibilités de reconversion, et ont examiné les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations du forum des ministres responsables du travail et de l'emploi, du groupe de travail technique et du protocole d'accord.

L'objectif principal de la réunion était d'élaborer un cadre juridique et politique global pour la libre circulation et la protection des travailleurs migrants non qualifiés, y compris les travailleuses domestiques, et de présenter les résultats au secrétariat de la CAE.

Developpement Des Competences



Employers' Spokesperson, Ms. Jacqueline Mugo, Secretary General, BUSINESSAfrica Employers, delivered her stand on skills development at the centre of ILC2023 discussions.

Relations Industrielles

BUSINESSAfrica continue d'offrir une plateforme de discussion sur les relations industrielles et de rassembler ses membres au sein du groupe de travail sur la politique des relations industrielles. Au sein de ce groupe, des sujets tels que l'action industrielle, les systèmes de négociation collective, les droits collectifs des entrepreneurs indépendants, la médiation et les mécanismes de résolution des conflits sont débattus en vue

de trouver un terrain d'entente et des sujets de préoccupation pour les employeurs.

Cela permet d'aider BUSINESSAfrica à rédiger différents documents d'orientation. BUSINESSAfrica a également mis en place un réseau permettant aux membres d'interagir entre eux sur des points spécifiques des politiques de relations industrielles.

Annonce : Rapprocher La Prospérité Et Les Partenariats



BUSINESSAfrica is proud to announce that it is finalizing a partnership with the UN BUSINESSAfrica est fière d'annoncer qu'elle est en train de finaliser un partenariat avec le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU) pour soutenir le déploiement d'Agora, une plateforme de mise en relation destinée à mettre en relation les entrepreneurs des économies frontalières et émergentes avec des investisseurs et des experts.

Grâce à Agora, Business Africa pense pouvoir utiliser cette plateforme pour rehausser le profil de ses membres-employeurs auprès des fournisseurs de capitaux sur les marchés financiers nationaux et internationaux. Business Africa considère également Agora comme un outil qui a le potentiel de mettre en relation nos membres-employeurs avec des experts qui peuvent fournir le mentorat et les conseils qui peuvent soutenir la croissance et la rentabilité à long terme.

Business Africa prévoit d'organiser un atelier virtuel pour expliquer les avantages de l'enregistrement sur la plateforme Agora, ainsi que pour fournir un tutoriel sur la façon de s'enregistrer sur Agora.

Prenez un moment pour en savoir plus sur Agora en lisant les questions et réponses ci-dessous.

✓ **Qu'est-ce qu'Agora ?** Agora est une plateforme web pionnière qui fournit une solution complète et inégalée pour connecter les entrepreneurs des économies émergentes et frontalières avec des investisseurs et des experts.

Avec le soutien du FENU et d'un groupe sélectionné de partenaires initiaux possédant de vastes réseaux et une présence significative dans ces économies, Agora utilise des algorithmes de pointe et l'IA pour faciliter les connexions.

Les entrepreneurs ont accès à un pool diversifié d'investisseurs, ce qui augmente leurs perspectives de financement. Les investisseurs découvrent des opportunités sur mesure, libérant le potentiel des marchés émergents. En étant le fer de lance de ces efforts de transformation, Agora joue un rôle central pour stimuler la croissance économique et faire progresser le développement durable.

À l'heure actuelle, aucune autre solution comparable ou bien public ne couvre l'ensemble des économies frontalières et émergentes, ce qui fait d'Agora un atout sans précédent pour toutes les parties prenantes impliquées.

✓ **Quel est le problème qu'Agora cherche à résoudre ?** Agora résout le problème de la mise en relation des entrepreneurs, des investisseurs et des experts dans les marchés frontières et émergents. Elle s'attaque à la rareté des opportunités d'investissement qui entravent la croissance économique.

En s'appuyant sur une technologie de pointe, Agora rationalise le processus d'appariement, transcendant les barrières géographiques et révolutionnant les pratiques d'investissement. L'accent mis par Agora sur les technologies numériques améliore l'efficacité et maximise l'impact. Elle crée un écosystème dynamique, encourageant les connexions, partageant l'expertise et générant des opportunités de développement durable.

- ✓ **Quelle est la valeur d'Agora pour les entrepreneurs ?** Agora fournit un espace virtuel aux entrepreneurs pour qu'ils puissent présenter leurs idées et leurs projets à des investisseurs et partenaires commerciaux potentiels. Elle propose divers domaines et activités conçus pour faciliter une communication, une collaboration et une connexion efficaces entre les entrepreneurs et les investisseurs.

En outre, il accueille des experts de qualité qui souhaitent fournir des informations et des conseils précieux dans divers domaines tels que la finance, le marketing, les ressources humaines et l'innovation numérique, afin d'aider les entrepreneurs à différents stades du développement de leur entreprise. Cet environnement immersif vise à renforcer l'engagement et l'interaction, en favorisant des connexions significatives entre les parties prenantes.

Un centre de ressources pour les entreprises est également disponible avec plus de 1500 informations pratiques couvrant différents sujets pour la communauté des affaires.

- ✓ **Quelle est la valeur d'Agora pour les investisseurs ?** Grâce à la transparence qu'offrira Agora, les acteurs des marchés de capitaux pourront prendre des décisions éclairées quant aux opportunités/projets/entreprises à considérer pour un investissement en capital ainsi que pour d'autres moyens de soutien.

Notre approche innovante de l'évaluation des entreprises fournit aux propriétaires d'entreprises des informations précieuses sur leurs activités, en mettant en évidence les domaines à améliorer et en offrant une évaluation fiable et objective de leur entreprise.

Notre algorithme exclusif utilise un questionnaire détaillé pour évaluer tous les aspects d'une entreprise, fournissant une qualification unique qui indique les forces et les faiblesses globales de l'entreprise. Pour les investisseurs, notre algorithme constitue une première évaluation précieuse du potentiel d'une entreprise, permettant d'identifier les opportunités à fort potentiel à explorer plus avant.

- ✓ **Quand Agora sera-t-elle disponible ?** La première version d'Agora (Agora 1.0) a été testée en Ouganda et au Sénégal en octobre 2022. Environ 500 entreprises se sont inscrites sur la plateforme Agora au cours de cette phase pilote. Le FENU a décidé de retirer temporairement Agora du web pour se concentrer sur une nouvelle version, Agora 2.0, que nous lancerons en septembre.

Le FENU planifie actuellement le déploiement d'Agora dans une vingtaine de pays ciblés en Afrique, en Asie-Pacifique et en Amérique latine, dans le cadre de la première phase du lancement mondial qui débutera cette année. Le FENU s'efforcera d'introduire Agora dans l'ensemble des 152 pays en développement d'ici l'année prochaine.

- ✓ **Qu'est-ce que le Fonds d'équipement des Nations unies (FENU) --** Le Fonds d'équipement des Nations unies (FENU) est l'entité de financement catalytique phare des Nations unies pour les 46 pays les moins avancés (PMA) du monde. Grâce à son mandat unique en matière de capital et à l'accent mis sur les PMA, le FENU s'emploie à investir et à catalyser les capitaux pour aider ces pays à réaliser la croissance durable et l'inclusion envisagées par le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et le Programme d'action de Doha pour les pays les moins avancés, 2022-2031.

Appel à l'action

Nous vous encourageons tous à participer à la prochaine session de formation, en partenariat avec Agora et le Fonds de développement des Nations Unies pour la capitale, afin de vous enregistrer sur la plateforme Agora et de profiter des capacités de cette plateforme. Nous vous informerons de la date de cette session



Être Membre

Les membres de BUSINESSAfrica sont les organisations centrales d'employeurs les plus représentatives des pays africains



Acceptation de Membre

BUSINESSAfrica ne peut, en l'absence de circonstances particulières:

- ✓ Accepter une demande d'adhésion d'une organisation d'employeurs qui est elle-même membre ou éligible à une autre organisation d'employeurs qui est qualifiée pour devenir membre de BUSINESSAfrica
- ✓ Accepter la candidature d'une organisation autre que l'organisation d'employeurs la plus représentative dans le pays concerné concerné.



Demande d'adhésion

La demande d'adhésion doit être adressée par écrit au Secrétaire général de BUSINESSAfrica qui la transmet au Conseil exécutif pour approbation. L'admission se fait par résolution de l'Assemblée Générale.



Assemblée générale Présence

Les représentants des organisations d'employeurs qui ne sont pas éligibles à l'affiliation à BUSINESSAfrica peuvent, avec l'approbation de l'Assemblée générale, assister à une réunion de l'Assemblée générale en tant qu'observateurs.

Engagement Avec Le Secrétariat:

- ✓ Les membres sont encouragés à contacter BUSINESSAfrica par l'intermédiaire du bureau du Secrétaire général sur toute question pour laquelle ils ont besoin de l'aide de BUSINESSAfrica et pour le partage d'informations à l'adresse info@businessafrica-employers.org. Les mises à jour des initiatives de BUSINESSAfrica au cours de l'année peuvent également être consultées sur le site web www.businessafrica-employers.org

Avantages D'être Membre :

Raisons pour lesquelles vous devriez devenir membre de BUSINESSAfrica:

- ✓ Une voix commune au niveau régional et mondial pour plaider en faveur d'un environnement commercial propice à la compétitivité des entreprises
- ✓ Accès à un large éventail de ressources et de connaissances sur les questions de politique du travail, économique et sociale.
- ✓ La mise en réseau des employeurs et des entreprises en Afrique et au-delà.
- ✓ Participation à des événements, des forums, des conférences et des visites d'évaluation pour l'apprentissage entre pairs.
- ✓ Stimuler la croissance et la compétitivité des entreprises en Afrique afin de créer de la richesse et des emplois.
- ✓ Représentation efficace au sein de nombreux organismes régionaux et internationaux et partenariats avec eux.

CONFÉDÉRATION DES EMPLOYEURS D'AFFAIRES EN AFRIQUE
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
POUR L'ANNÉE TERMINÉE LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Note	2023 USD	2022 US
ACTIFS			
Actifs actuels			
Compte créances	6	241,010	212,010
Trésorerie et soldes bancaires		101,313	114,345
		<u>342,323</u>	<u>326,355</u>
Représenté par			
Réserve de revenus		59,231	62,716
Fonds de projet		35,054	44,601
		<u>94,285</u>	<u>107,317</u>
Passifs courants			
Dettes et charges à payer	7	248,038	219,038
Total des fonds et du passif		<u>342,323</u>	<u>326,355</u>

ASSOCIACAO DES EMPRESAS PRIVADAS DE MOCAMBIQUE (AEPRIMO)

Rue Timor Leste No 58 1 Sala, Maputo,
Mozambique.
Tel +264 61 233397 Fax: 264 61 233397
Email: egmalda@teleda.mz

ASSOCIATION OF EMPLOYERS OF BURUNDI (AEB) (ASSOCIATION DES EMPLOYEURS DU BURUNDI (AEB))

Secrétariat Général, 23B2 Rue de la mission,
B.P 141 Bujumbura,
Télécopieur : +25722221120, Téléphone : 221119,
Email: assosaeb.bi@yahoo.fr

ASSOCIATION OF LESOTHO EMPLOYERS AND BUSINESS (ALE)

18 Bowker Road, P.O Box 1509, Maseru, 100,
Lesotho.
Tel: +266 22315736 Fax: +266 22325384
Email: info@aleb.org.ls

ASSOCIATION OF TANZANIA EMPLOYERS (ATE)

IPS Building, 7th Floor, Samora Avenue/Azikiwe
Street, Dar es Salaam, Tanzania.
Tel: +255 22210940 Fax: +255 222119434
Email: info@ate.or.tz

BUSINESS BOTSWANA

P.O Box 432, Gaborone, Botswana.
Tel: +267 3953459 Fax: +267 3973142
Email: publicrelations@bb.org.bw

BUSINESS ESWATINI

Emafini Center, Malagwane Hill, P. O Box 777,
Mbabane, Eswatini.
Tel: +268 4041374 Fax: +268 4046107
Email: info@business-eswatini.co.sz

BUSINESS MAURITIUS

BM-MCCI Building, Rue du Savoir, Ebène Cyber
City, Ebène, Mauritius. -72201
Tel: +230 466 3600 Fax: +230 465 8200
Email: info@businessmauritius.org

BUSINESS UNITY SOUTH AFRICA (BUSA)

P.O Box 652807, 2010 Benmore, South Africa.
Tel : 21 11 7848000 Fax : 27 11 7848004
Email : busa@busa.org.za

CÂMARA DE COMÉRCIO E INDÚSTRIA DE ANGOLA (CCIA)

Lardo do Kinaxixi No. 14-1Andar, Caixa Postal
92, Luanda, Angola.
Tel :
925880516/996939993/938872540/945856770
Email : ccia.secretariado@gmail.com

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES ENTREPRISES ALGÉRIENNES (C.G.E.A)

27 Rue Ferrat Abdel Kader, Staoueli (W.Tipaza),
Algerie.
Tel: +213 23 37 11 94 / +213 23 37 11 95
Email: cgea@entreprises-dz.com

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES ENTREPRISES DE CÔTE D'IVOIRE (CGECI)

01 BP 8666, 01 Abidjan, Côte d'Ivoire.
Tel : +225 2033 0200
Email : cgeci@cgeci.ci

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES ENTREPRISES DU MAROC

23, Bd Mohamed Abdou - Quartier Palmiers -
20340 Casablanca - Maroc
Tel : +212 5229 97000
Email : cgem@cgem.ma

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU PATRONAT DE NIGER (CGPN)

BP 415, Niamey, Niger.
Tel: +227 73 2401 Fax: +227 73 8007
Email: secretariat@psf.org.rw; info@psf.org.rw

CONFEDERATION OF ETHIOPIAN EMPLOYERS' FEDERATION (CEEFF)

P.O Box 100933, Addis Ababa, Ethipoa.
Email: Haileab2020@gmail.com; ceef2022@g-
mail.com; etemployersfe22@yahoo.com

CONFÉDÉRATION PATRONALE GABONAISE (CPG)**FÉDÉRATION DES ENTREPRISES DU GABON (FEG)**

Immeuble ODYSSÉE, Boulevard de
l'Indépendance
BP 410, Libreville, Gabon.
Tel : +241 01 44 44 45/4
Email : infocpg@confederation-patronale-ga-
bonaise.org; info@lafeg.ga; support@lafeg.ga

CONSEIL NATIONAL DU PATRONAT BURKINABÉ (CNPB)

O1 BP 1482, Ougadougou, Burkina Faso.
Tel : +226 50 330309 Fax : 226 50 330308
Email : cnpb@fasonet.bf

CONSEIL NATIONAL DU PATRONAT DU BÉNIN (CNP-BÉNIN)

01 BP1260, Recette Principale Cotonou, Benin.
Tel : +229 21317790 Fax : 229 21317789
Email : cnpbenin@yahoo.fr
cnpbenin@gmail.com

CONSEIL NATIONAL DU PATRONAT DU MALI (CNPM)

BP 2445, Bamako, Mali.
Tel : +223216311 Fax : +223219077
Email : cnpm@cnm.ml mbally@cnpm.ml

CONSEIL NATIONAL DU PATRONAT DU SENEGAL (CNPS)

Rue Jean-Mermoz No.7, BP 3537, Dakar, Senegal.
Te : +221 889 6565 Fax : +221 822 2842
Email : aida.sarre@cnp.sn

CONSEIL NATIONAL DU PATRONAT DU TOGO (CNP)

BP 12429, Lomé, Togo.
Tel: +228 221 0830 Fax: +228 221 7111
Email : cnptogo@cnp-togo.org

CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES ENTREPRISES DE GUINÉE (CGE-GUI)

Ave. De la République, B.P 6403, Conakry, Rép.de Guinée.
Tel : +224 64315960 Fax : +224 3047791
Email : info@cge-gui.com brcbaba@gmail.com
ansoukaba@yahoo.fr

CONSEIL NATIONAL DU PATRONAT TCHADIEN (CNPT)

Avenue Charles de Gaulle, BP 134, N'Djamena, Tchad.
Tel: +235 52 2571 Fax: +235 52 5189
Email: bdoudoua@gmail.com

EMPLOYERS' FEDERATION OF ERITREA (EFE)

P. O. Box 3547, Asmara, Eritrea.
Tel: +291 1 202433 Fax: +291 1 202434
Email: emfederi@eol.com.er

EMPLOYERS' CONFEDERATION OF ZIMBABWE (EMCOZ)

21 Smit Crescent, Eastlea, Harare, Zimbabwe
Tel: +263 024 2739649
Email: emcoz@emcoz.co.zw

EMPLOYERS CONSULTATIVE ASSOCIATION OF MALAWI (ECAM)

P.O. Box 2134, Blantyre, Malawi.
Tel: +265995189391
Email: ecam@ecammw.com

ETHIOPIAN EMPLOYERS' FEDERATION (EEF)

Kirkos Sub City, Wereda 01, 5th Floor, Addis Ababa, Ethiopia.
Tel : +251 11 557 98 25/+251 11 557 84 60/+251 11 557 90 29
Email : info@eef-ethiopia.org ;
ethiopianemployersfederation@gmail.com

FEDERATION DES ENTREPRISES DU CONGO (FEC)

10, Ave. Des Aviateurs, Gombe, B.P 7247
Kinshasa 1, Rép Démocratique du Congo.
Tel : +243812488909
Email : fec@fec-rdc.com

FEDERATION DES ORGANISATIONS PATRONALES DU NIGER (FOP)

BP 11464, Niamey, Rép. Du Niger.
Tel: +227 21766411 Fax: +22796877298
Email: Fopniger2006@yahoo.fr

FEDERATION OF EGYPTIAN INDUSTRIES (FEI)

1195 Cornish EL Nil, Ramlet Boulak, P.O Box 251, Cairo, Egypt
Tel: +20 2 5796590 Fax: +20 2 5796593
Email: info@fei.org.eg
Samirallam@allamsons.com; feind@idsc.net.eg

FEDERATION OF KENYA EMPLOYERS (FKE)

Wajjiri House, Argwings Kodhek Road
P.O Box 48311-00100, Nairobi, Kenya.
Tel: +254 202721929 Fax: +254 202721990
Email: fkehq@fke-kenya.org;
jmugo@fke-kenya.org

FEDERATION OF UGANDA EMPLOYERS (FUE)

P.O Box 3820, Kampala, Uganda.

Tel: +256 41 220389/712801498 Fax: +256 41 221257

Email: info@fuemployers.org

GHANA EMPLOYERS' ASSOCIATION (GEA)

P.O Box 2616, Accra, Ghana.

Tel: +233 21 678455 Fax: +233 21 680795

Email: gea@ghanaemployers.com

afrimpong@ghanaemployers.com.gh

GROUPEMENT DES ENTREPRISES DE MADAGASCAR (GEM)

Kianja MDRM sy Tia Tanindrazana
Ambohijatovo,

Antananarivo 101, Madagascar.

Tel: +261 202223841 Fax: +261 202221965

Email: gem@iris.mg

GROUPEMENT INTER-PATRONAL DU CAMEROUN (GICAM)

Rue Des Ministre, Bonanjo, B.P 829 Douala,
Cameroun.

Tel: +237 33 423141 Fax: +237 33 424591

Email: gicam@legicam.org

ambono@legicam.cm

NAMIBIA EMPLOYERS' FEDERATION (NEF)

P.O Box 90194, Windhoek, Namibia.

Tel: +264 61 244089 Fax: +264 61 244231

Email: nefsecgen@nef.com.na

CONFEDERATION NATIONAL DES EMPLOYEURS DE DJIBOUTI (CNED)

B.P 40 Djibouti, République de Djibouti

Tel: +253 21 35 01 78

Email: cgmrcontact@cnedj.org;

cnedhidmat@hotmail.fr;

cneddirection@gmail.com;

NIGERIA EMPLOYERS' CONSULTATIVE ASSOCIATION (NECA)

Elephant Cement House, 6th Floor, Assabifi
Road,

Central Business Districs, Alausa-Ikeja,
Marina, Lagos, Nigeria.

Tel: +234 17741409 Fax: +234 1 7912941

Email: neca@neca.org.ng

ORGANISATION PATRONALE DES COMORES (OPECO)

Quartier Magoudjou, Route de l'hôpital,
Immeuble Mbechezi, Union des Comores,
Marina, Lagos, Nigeria.

Tel: +269 7632305 Fax: +269 773 2212

Email: contact@modec-km.com; flasho-
paco@yahoo.fr

RWANDA PRIVATE SECTOR FEDERATION (RPSF)

BP 319, Kigali, Rwanda

Tel: +250 83538 Fax: +250 83532

Email: secretariat@psf.org.rw; info@psf.org.rw

SUDANESE BUSINESSMEN & EMPLOYERS FEDERATION (SBEF)

Khartoum, P.O Box 1758, Sudan.

Tel: +249 1 83431277 Fax: +249 1 83421281

Email: elgourashi@hotmail.com;

elgourashi@yahoo.co.uk

UNION NATIONALE DES OPERATEURS ECONOMIQUES DU CONGO (UNOC)

205 Ave. De la Base Batignolles Maya-miya
Brazaville, Rep Du Congo.

Tel: +242 666 6262

Email: cspcpatronatcongo@yahoo.fr; Unoc_-
patronat@yahoo.fr

UNION NATIONALE DU PATRIONAT DE MAURITANIE (UNPM)

BP 383, Nouakchott, Mauritanie

Tel: +222 525 2160 Fax: +222 525 3301

Email: oaseyid@yahoo.fr; sg@unpm.mr; oasey-
id@unpm.mr

UNION TUNISIENNE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE ET DE L'ARTISANAT (UTICA)

Cite Administrative, lot no 7

Cite El Khadre - 1003 Tunis, Tunisie.

Tel: +216 71 1420000 Fax: +216 71 142 100

Email: utica@utica.org.tn; contact@utica.org.tn

UNION PATRIONALE ET INTERNATIONNELLE DU CONGO (UNICONGO)

BP 42, Brazzaville, Republique du Congo

Tel: +242 281 4768

Email: secretariatbzbv@unicongo.org

ZAMBIA FEDERATION OF EMPLOYERS (ZFE)

P.O Box 31941, Lusaka, Zambia.

Email: employerszambia@gmail.com; zfe@-
zamnet.zm



Waajiri House, Au large de Argwings Kodhek Route, Milimani, Nairobi, Kenya
info@www.businessafrica-employers.org